



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 121 du 7 octobre 2016

Pays Nordiques

Compétitivité. Selon le *Global Competitiveness Report* du Forum économique mondial, qui recense les pays les plus compétitifs sur la base de 12 critères (infrastructures, environnement macroéconomique, santé, système éducatif, efficacité du marché du travail, innovation, etc.), la situation des pays nordiques s'améliore, à l'exception de celle de la Finlande, qui est néanmoins bien classée. La Suède arrive à la 6^{ème} place (+3 places), suivie de la Finlande (10^{ème}; -2 places), la Norvège (11^{ème}, =), du Danemark (12^{ème}, =) et de l'Islande (27^{ème}, +2 places). Le trio de tête est composé de la Suisse, de Singapour et des Etats-Unis.

Finance. Si les pays nordiques sont dans l'ensemble bien positionnés dans les classements internationaux concernant la compétitivité et l'attractivité, c'est moins le cas dans le domaine financier selon le *Global financial centres index* établi par le consultant britannique Z/Yen Group : les capitales nordiques se classent loin derrière Londres, New York, Singapour, Hong Kong et Tokyo qui sont les mieux placées. Stockholm ne figure qu'au 44^{ème} rang, devant Oslo (49^{ème}), Copenhague (60^{ème}), Helsinki (81^{ème}) et Reykjavik (83^{ème}).

Danemark

Evasion fiscale. Le ministère des Impôts danois a annoncé avoir acheté, avec l'accord du Parlement, des fichiers issus des *Panama Papers* du cabinet Mossack Fonseca pour 6 MDKK (810 000€). Les documents contiennent des informations relatives à 500/600 contribuables danois.

Agriculture. Selon l'Institut danois des statistiques (*Danmarks Statistik*), la production danoise de lait bio atteint des records en 2016. Au premier semestre 2016, la production a connu une croissance de 11,5% et devrait atteindre pour la première fois les 500 millions de litres (prévisions de 510-520ML) d'ici la fin 2016. La tendance devrait se poursuivre en 2017-2018, avec une croissance estimée entre 25 et 30% par an. Le secteur anticipe, dans les années à venir, une augmentation de ses exportations vers l'Allemagne et l'Asie.

Brexit. D'après une étude de la confédération des industries danoises (*Dansk Industri*) sur l'impact du Brexit, 20% des entreprises exportatrices danoises considèrent qu'elles sont déjà affectées par le Brexit. Par ailleurs, plus d'un tiers d'entre elles s'attendent à de nouvelles retombées négatives dans les années à venir.

Objectifs de développement durable (ODD). En marge de l'Assemblée générale des Nations-Unis, le premier ministre danois a annoncé le lancement d'un nouveau partenariat entre l'Etat et le fonds danois d'investissements à destination des économies émergentes et en développement (*Investeringsfonden for Udviklingslande (IFU)*). Le nouveau fonds, doté de 4 à 5 MdsDKK (540 M€-675 M€), opère un changement stratégique de l'aide publique au développement danoise. Son objectif sera de promouvoir l'investissement dans environ 150 PED et d'ouvrir de nouveaux marchés à l'export pour le Danemark, tout en contribuant à l'achèvement des 17 objectifs de développement durable formulés par les Nations-Unies.

Coût du travail. Selon l'Institut danois des statistiques (*Danmarks Statistik*), le coût du travail a augmenté de 1,5% en glissement annuel durant le 2^{ème} trimestre 2016, soit 0,4 point de moins par rapport au 1^{er} trimestre. En 2015, le coût horaire de la main d'œuvre était en moyenne de 324 DKK (43,8 €) au Danemark.

Dépenses sociales. L'Institut danois des statistiques (*Danmarks Statistik*) indique que le montant des dépenses sociales en 2015 s'est élevé à 654,7 MdsDKK (87,7 Mds€), soit 32,9% du PIB, et une augmentation de 0,7 point par rapport à 2014. Les postes de dépenses les plus importants sont l'aide aux personnes âgées (31,4 Mds€) et la santé (16,2 Mds€). Les dépenses liées au chômage reculent par ailleurs de 5,4%.

Mærsk. Le groupe A. P. Moller-Maersk A/S devrait, selon la presse, opérer une fusion entre Mærsk Oil et l'ensemble de ses filiales liées au secteur de l'énergie en vue d'une éventuelle cession. Selon plusieurs banques danoises, la vente de la nouvelle filiale ainsi créée pourrait rapporter entre 88 et 113 MdsDKK (11,7 et 15,1 Mds€).



Groenland. Greenland Minerals and Energy, société d'origine australienne qui extrait des terres rares et de l'uranium, s'apprêterait, selon la presse, à céder 12,5% de ses parts à l'entreprise chinoise Shenghe Ressources. L'accord devrait être validé par les deux parties courant novembre.

Finlande

FMI. Le FMI estime dans les conclusions de la mission en Finlande au titre de l'article IV que la reprise demeure fragile. Le fonds table sur une croissance de 0,9% en 2016 et de 1,1% en 2017, soutenue essentiellement par la consommation privée et l'investissement. Les conclusions précisent que la hausse de l'inflation et le gel des salaires, négocié dans le cadre du pacte de compétitivité, peuvent être de nature à freiner la consommation. Les réformes structurelles annoncées, comme celles de la santé et des services sociaux, de l'assurance chômage, ainsi que le pacte de compétitivité, sont saluées par le FMI mais un suivi et une évaluation de leur application reste toutefois nécessaire. Le FMI note que des efforts peuvent encore être faits pour ouvrir à la concurrence certains secteurs comme le transport ferroviaire et les services postaux, créer des incitations plus fortes à l'investissement en R&D et renforcer les politiques actives sur le marché du travail.

Technip. Le groupe français d'ingénierie Technip a annoncé que les 476 employés du chantier de Pori, dans le sud-ouest de la Finlande, seront mis au chômage technique à partir de la mi-octobre. Spécialisé dans la construction de plateformes pétrolières, ce chantier fait face à une baisse de l'activité dans un contexte de raréfaction des commandes.

Internationalisation. Le ministre de l'Economie et de l'Emploi a annoncé une réforme des services proposés aux entreprises par le réseau Team Finland, en charge du soutien à l'internationalisation des entreprises. Les programmes de croissance pour les entreprises (Growth program) seront réorganisés autour de six priorités stratégiques définies par le gouvernement : les opportunités commerciales dans la zone arctique, la bioéconomie et les cleantech, le numérique, la santé, le tourisme et des thématiques multidisciplinaires. Par ailleurs, le ministère souhaite rendre plus accessibles les services de Team Finland et améliorer la coordination entre les acteurs de l'internationalisation. Chaque région disposera d'un coordinateur pour aider les PME dans les premières étapes de l'internationalisation. Cette annonce fait suite aux critiques adressées par les entreprises dans le cadre de l'évaluation des programmes de Team Finland portant sur le manque de moyens financiers pour coordonner efficacement les différents acteurs du soutien à l'internationalisation.

Fonds européen d'ajustement à la mondialisation. Suite à la faillite mi-juillet du groupe de décoration et d'aménagement de la maison Anttila (voir QN n°118), le gouvernement a annoncé que la Finlande solliciterait une aide du fonds européen d'ajustement à la mondialisation. L'aide devrait permettre de financer des services et des mesures de soutien aux 1 300 employés licenciés. La Finlande a déjà sollicité récemment des aides de ce fonds dans le cadre de plans sociaux dans les universités, dans le secteur des TIC (QN n°115) et dans l'industrie navale.

Islande

Inflation. L'IPC a été révisé à la hausse pour les 6 derniers mois en raison de la prise en compte d'une erreur de calcul de la part de l'institut statistique national, *Statistics Iceland*. Cette correction porte le taux d'inflation à 1,8% en glissement annuel fin septembre contre 0,9% fin août. Le Comité de politique monétaire de la banque centrale a néanmoins annoncé dans la foulée le maintien de son principal taux directeur à 5,25%, considérant que cette erreur de calcul n'affectait pas les perspectives économiques de court terme.

Norvège

PLF 2017. La Ministre des finances, Siv Jensen, a présenté le jeudi 6 octobre la loi de finances 2017 pour la Norvège. Le budget 2017 prévoit notamment le prélèvement du montant record de 225,6 MdsNOK sur le fonds souverain. Plusieurs baisses d'impôt ont été annoncées, notamment des impôts sur les sociétés et sur la fortune ainsi que des vignettes automobiles. Le PLF prévoit notamment l'allocation de 360 MNOK pour le développement des techniques de captage et de stockage du CO2 et prévoit de créer une nouvelle entreprise d'investissements afin de promouvoir le développement de nouvelles technologies à faible émission. Le budget transport sera augmenté de 64,2 MdsNOK supplémentaires.

Emploi. Le nombre d'inscrits à l'agence pour l'emploi NAV correspond à 2,8% de la population active, soit 78 000 chercheurs d'emploi alors que le taux de chômage affiché par le bureau central des statistiques est de 5%, avec une définition plus large. Les zones les plus touchées sont le Hordaland et le Rogaland (ouest du pays), qui ont été frappées par la chute des prix du pétrole. Dans le même temps, le chômage aurait baissé dans 14 des 19 comtés (« fylker ») norvégiens, y compris celui d'Oslo.



La quinzaine nordique – 7 octobre 2016 © DG Trésor

Pétrole. L'accord de l'OPEP pour réduire la production mondiale de pétrole devrait avoir un impact sur l'économie norvégienne à travers la remontée des cours du baril. Les effets se sont immédiatement fait ressentir avec une augmentation de 6% du prix du pétrole de Mer du Nord et une ouverture à la hausse de 2,2% de la bourse d'Oslo le lendemain de l'annonce. Ces chiffres vont de pair avec un renforcement de la couronne norvégienne qui devrait directement stimuler les importations norvégiennes mais menacer les exportations hors hydrocarbures. La Norvège n'est pas membre de l'OPEP et ne devrait quant à elle pas baisser sa production.

Oslo. Le conseil municipal de la ville d'Oslo a présenté fin septembre son budget pour l'année 2017. La municipalité (gauche) a fondé son projet sur une augmentation de 10% des déplacements réalisés en transports en commun par la population de la capitale. Le budget 2017 prévoit ainsi une augmentation de la fréquence des transports en commun le soir et les week-ends, la poursuite de l'extension du système de vélos en libre-service, la construction de 10 km de pistes cyclables supplémentaires et une augmentation des péages urbains. La Mairie souhaite pouvoir doubler son budget « transport » dans les prochaines années afin de financer de nombreux projets ambitieux (renouvellement du tramway, nouvelles lignes de métro, etc.).

Suède

Ericsson. Le DG par intérim d'Ericsson, Jan Frykhammar, a confirmé mardi 4 octobre la suppression de 3000 postes en Suède dont 800 emplois dans la R&D, 1 000 dans la production et 1 200 dans la vente et l'administration. Par ailleurs, 900 consultants embauchés par Ericsson devraient être remerciés. Les villes de Borås et Kumla sont particulièrement touchées avec la fermeture de l'usine de Borås (800 employés concernés auxquels s'ajoutent près de 200 employés dans les sociétés sous-traitantes). Les sites de Göteborg, Karlskrona, Linköping et Stockholm seraient également concernés, tout comme Uleåborg en Finlande, qui devrait voir son usine fermée avec la suppression de 175 postes sur un total de 900 employés dans le pays. L'objectif pour Ericsson est de renforcer sa production à Tallinn (Estonie) et Nanjing (Chine) tandis que seule la R&D et la production de prototypes en lien avec le projet de développement de la 5G resteraient en Suède. Dans ce contexte, le groupe rappelle qu'il souhaite recruter 1 000 ingénieurs en Suède dans les trois prochaines années.

LGV. Les négociations entre le gouvernement et l'opposition sur le projet de LGV ont été interrompues par le parti de centre-droit des modérés qui a annoncé ne plus soutenir le projet, jugé trop cher et peu rentable au niveau socio-économique. Le même jour, le gouvernement a rendu public son projet de loi « infrastructures » qui sera présenté au Riksdag dans les prochaines semaines. Il met l'accent sur la rénovation du réseau ferroviaire existant et prévoit d'augmenter le budget alloué au plan d'investissement dans les infrastructures de transport 2018-2029 de 100 MdsSEK (11 Mds€) par rapport au précédent plan d'investissement de la période 2014-2025. Le gouvernement continue à défendre le projet de LGV mais ne souhaite plus communiquer sur une date de mise en service du nouveau réseau reliant Stockholm, Göteborg et Malmö. Le début des travaux pour la construction de la première section « Ostlänken » reste, en revanche, maintenu en 2017.

Dettes publiques vs endettement des ménages. Les finances publiques suédoises sont dans l'ensemble solides avec une dette Maastrichtienne brute consolidée de 42,0% du PIB en 2016, niveau qui pourrait à nouveau être ramenée en-dessous de la barre des 40% dès 2018 (39,5% selon les projections fin septembre du ministère suédois des Finances). Cette situation contraste avec celle des ménages : selon les dernières données disponibles à l'issue du 2^{ème} trimestre 2016, la dette des ménages représente désormais plus de 85% du PIB et 178% des revenus disponibles. La dette des ménages a ainsi augmenté de 7,3% en glissement annuel (T2 2015-T2 2016). Les nouvelles règles d'amortissement des crédits hypothécaires introduites au 1^{er} juillet 2016 pourraient ralentir la progression de l'endettement des ménages et freiner cette évolution qui inquiète les instituts internationaux (FMI, OCDE...). Rapportée aux actifs détenus, la dette des ménages ne progresse toutefois que marginalement et atteint 21,4%.

Massive-Ubisoft. Filiale du leader français des jeux vidéos Ubisoft, Massive a annoncé l'achat d'un bâtiment dans le centre-ville de Malmö, troisième plus grande ville de Suède, qui abritera à partir de 2019 son nouveau siège social. Cette annonce fait partie de la stratégie de développement de Massive y compris l'augmentation de ses effectifs, qui passeraient de 400 employés à 550/600 employés dans les années à venir.

Réseau ferré. Dans le cadre de sa proposition de budget pour l'année 2017, le gouvernement souhaite allouer 8,7 MdsSEK (930 M€) supplémentaires en 2019-2020 à Trafikverket, l'agence responsable des infrastructures routières et ferroviaires suédoises, pour la maintenance du réseau ferré. A cela s'ajoutent 200 MSEK (21 M€) en 2017 pour améliorer la capacité du réseau et une augmentation du financement pour le développement de villes durables et des infrastructures cyclables de 250 MSEK (27 M€) en 2017 et 500 MSEK (54 M€) en 2018.

Nouvelles technologies. Le secteur de la tech suédoise devrait enregistrer un niveau record d'investissements de 12,3 MdsSEK (1,3 Mds€) cette année, selon Nordic Tech List. En 2015, 9,4 MdsSEK (1 Md€) ont été investis dans le



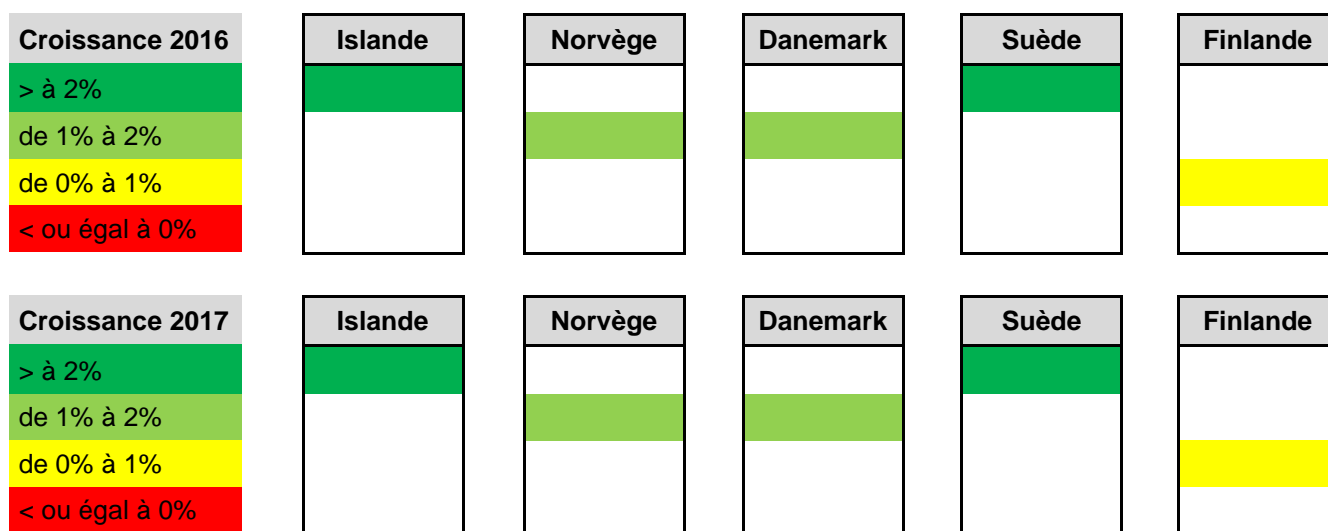
La quinzaine nordique – 7 octobre 2016 © DG Trésor

secteur en Suède. La majeure partie de ces financements concerne Spotify qui aura perçu en 2016 8,3 MdsSEK (886 M€). Derrière Spotify, les trois secteurs qui bénéficient le plus des investissements sont la fintech, l'e-santé, et les hardwares. Les plus grands investisseurs pour l'année 2016 sont aujourd'hui Almi Invest (11 projets), Northzone (5 projets) et Aggregate Media (4 projets) à égalité avec Chalmers Ventures et Sunstone Capital.

Foncier agricole : Le prix du foncier agricole (terres arables) est 6 fois plus élevé aujourd'hui qu'en 1995, date de l'entrée de la Suède dans l'UE (FR : 2 fois plus élevé). Selon l'Agence suédoise de l'Agriculture, cette hausse des prix, qui s'est accentuée au début des années 2000, serait essentiellement due à la PAC (réforme des droits à paiement unique/aides directes à l'hectare), à la progression des prix des céréales et à la faiblesse des taux d'intérêt depuis 2008. Le prix moyen des terres arables était de 7 800 €/hectare en 2015 (+8 % par rapport à 2014, FR : +2 %), et celui des pâturages de 2 900 €/ha (+6 %). On observe toutefois de grandes disparités : le prix moyen dans la moitié nord du pays (Norrland) est 10 fois plus faible que dans le quart sud (Götaland).

Crise laitière : Selon l'Agence suédoise de l'Agriculture (SJV), la nouvelle aide européenne pour compenser la réduction volontaire de la production devrait entraîner une baisse de la production suédoise de lait de 0,6 %. A ce stade, 495 exploitants accepteraient de diminuer leur production. Le dispositif de prime à la réduction est critiqué par LRF Mjöljk, la principale fédération laitière suédoise, qui le juge positif sur le court terme mais estime qu'il a été « *mis en place avec un an de retard* » au moment où le marché commençait déjà à s'équilibrer (la production laitière de l'UE a baissé de 1,5 % en juin) et alors que de nombreux éleveurs ont déjà fait faillite, créant des pénuries de lait dans certaines régions.

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (Mai 2016)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
PIB										
Gouvernement	0,9	1,5	1,1	0,9	1,2	0,6	3,5	2,3	-	-
Banque centrale	0,9	1,5	1,1	1,1	0,7	1,3	3,2	2,2	4,9	4,1
Institut stat./conj****.	1,1	2,3	0,9	1,2	0,8	1,6	3,4	2,1	4,3	3,5
Commission*	1,2	1,9	0,7	0,7	1,2	1,7	3,4	2,9	3,5	3,3
FMI**	1,6	1,8	0,9	1,1	1,0	1,5	3,7	2,8	3,7	3,0



La quinzaine nordique – 7 octobre 2016 © DG Trésor

OCDE***	1,0	1,8	1,0	1,2	0,6	1,3	3,4	2,8	4,4	3,5
SEB	1,4	2,3	0,7	1,0	1,2	1,4	3,7	2,8	-	-
Nordea	1,0	1,5	1,0	0,8	1,9	1,4	3,3	1,7	-	-
Danske Bank	0,7	1,0	0,8	1,0	0,9	1,9	2,6	1,4	-	-

Source :

 * *Prévisions de printemps* (mai 2016)

 ** *World Economic Outlook* (avril 2016) ou rapports pays

 *** *Perspectives économiques* (mai 2016)

 **** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Déficit										
Gouvernement	-0,9	-1,9	-2,4	-2,6	7,5	7,9	-0,2	-0,3	-	-
Commission*	-2,5	-1,9	-2,5	-2,3	6,1	5,2	-0,4	-0,7	0,5	0,5
FMI**	-2,8	-2,0	-2,8	-2,6	5,4	5,1	-0,9	-0,8	14,4	-0,5
OCDE***	-2,5	-2,1	-2,4	-1,6	3,2	3,1	0,2	0,1	0,3	0,5

 NB : déficit hors pétrole pour la prévision gouvernementale de la Norvège (en % du PIB continental)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Dette										
Gouvernement	38,7	37,9	64,3	65,8	-	-	42,0	40,9	-	-
Commission*	38,7	39,1	65,2	66,9	30,6	34,2	41,3	40,1	57,0	53,0
FMI**	47,4	47,7	64,3	66,2	27,9	27,9	42,6	41,9	56,1	52,6

 NB : dette brute de l'Etat central pour la prévision du gouvernement islandais

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Autres										
inflation (IPCH)*	0,5	1,4	0,0	1,3	3,0	2,5	1,0	1,5	1,8	2,7
cons. privée*	1,9	1,6	0,7	0,5	1,1	1,4	3,0	2,7	4,5	4,0



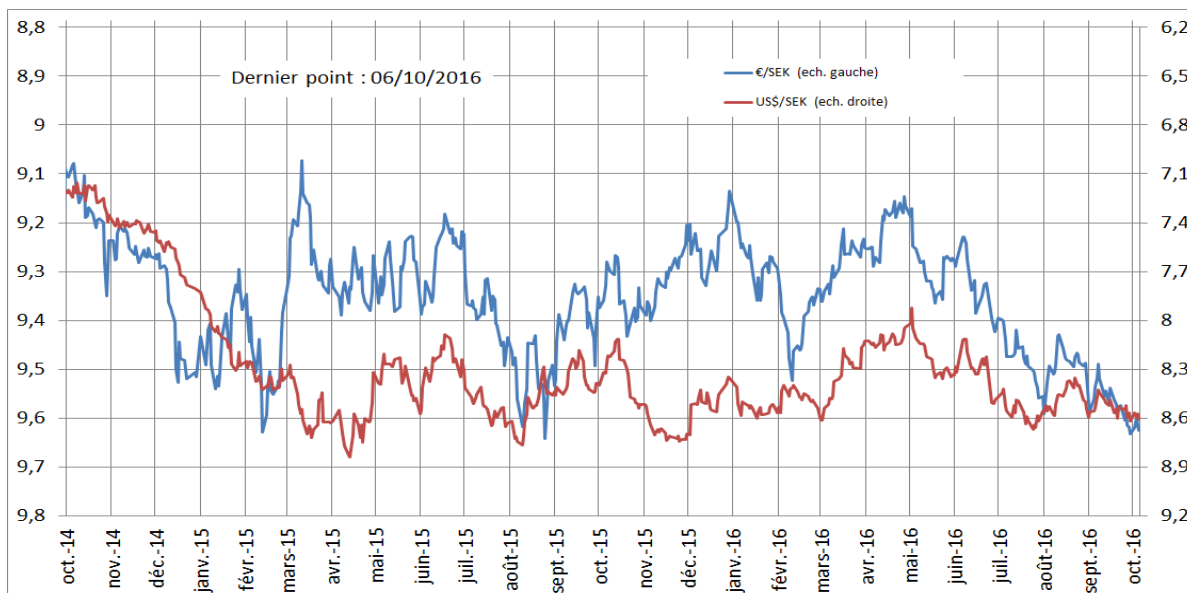
La quinzaine nordique – 7 octobre 2016 © DG Trésor

chômage (BIT)*	6,0	5,7	9,4	9,3	4,4	4,7	6,8	6,3	4,0	3,8
----------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

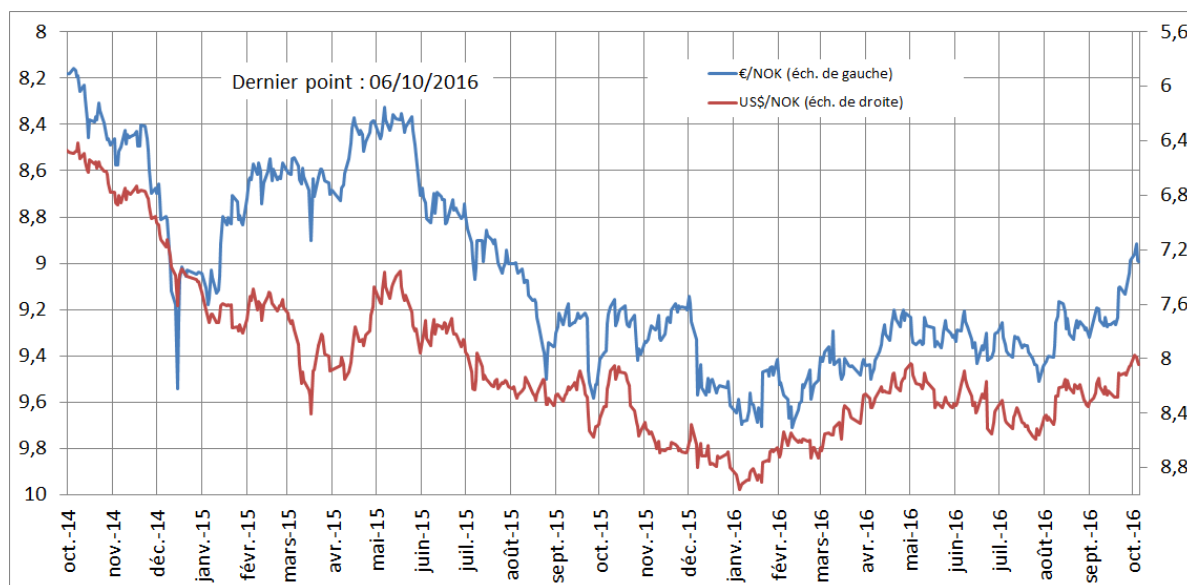
Source :* *Prévisions de printemps* (mai 2016)** *World Economic Outlook* (avril 2016) ou rapports pays*** *Perspectives économiques* (mai 2016)**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis***Code couleur des mises à jour :****En gras** : mise à jour sans changement**En rouge** : dégradation**En vert** : amélioration

3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



2

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (Clothilde Bauduin, Robin Fournier, Michel Lallemand), Helsinki (Nadine Mouy, Alexis Stevenson), Oslo (Emmanuel Gabla, Adrien Labaune), et du Service Économique Régional de Stockholm (Frédéric Lemaître, Julien Grosjean, Thomas Charrier, Romain Saudrais).